



Nancy, le mercredi 2 avril 2025

SESSION DEPARTEMENTALE | AVRIL 2025

Discours de la Présidente du Département, Chaynesse Khirouni

Seul le prononcé fait foi.

Mesdames, Messieurs, Chers-ères collègues,

Il est des séances qui, bien au-delà des chiffres et des ratios, engagent des orientations fondamentales. Fondamentales non seulement pour notre collectivité, mais aussi et surtout pour celles et ceux dont la vie quotidienne dépend de notre action, de cette action publique de proximité que nous incarnons, ici, dans cet hémicycle, et avec nos partenaires dans les territoires.

Alors que nous aborderons d'ici peu l'acte politique majeur que constitue l'adoption de notre budget, c'est une conscience aiguë de la période qui nous habite. Une conscience politique. Une conscience historique.

Car notre époque ne traverse pas une crise parmi d'autres. Elle connaît une recomposition profonde, brutale parfois, du monde dans lequel nous vivons. L'effritement, si ce n'est l'effondrement, du multilatéralisme construit sur les cendres de la Seconde Guerre mondiale, le tumulte grandissant des conflits armés, la menace de régimes autoritaires et de leurs complices à l'intérieur de nos démocraties redessinent les contours d'un ordre mondial où les valeurs que nous revendiquons comme universelles vacillent.

À Kiev, la résistance héroïque d'un peuple face à l'agression russe nous rappelle que la liberté n'est jamais un acquis. Elle se défend, ici comme là-bas.

A Istanbul, le maire, principal opposant à Erdogan a été arrêté et incarcéré provoquant une mobilisation extraordinaire de centaines de milliers de manifestants pour demander sa libération et défendre la justice et la démocratie.

A Jérusalem, à Tel-Aviv, la rue s'exprime aussi face aux coups portés à l'Etat de droit, illustrés par la tentative de destituer la Procureure générale qui s'était notamment opposée à une réforme gouvernementale de la justice qui risquait de faire d'Israël, je cite, « une démocratie qui en a le nom, mais pas l'essence ». Le même Gouvernement qui a rompu le cessez-le-feu et enseveli à nouveau les civils de la bande de Gaza sous les bombes.

En Afghanistan, les jeunes filles, les femmes subissent l'effacement sous les yeux du monde entier. En Iran, les femmes poursuivent leur combat pour défendre leur vie, leur liberté malgré la répression du régime en place.

Et pendant ce temps, l'onde brune se propage. Le retour de Donald Trump à la tête des États-Unis d'Amérique consacre une vision fondamentalement brutale du monde. Celle d'un unilatéralisme cynique, qui sape les alliances historiques, piétine le multilatéralisme, nie l'urgence écologique...

Mais plus encore, c'est une attaque frontale contre deux piliers essentiels de la démocratie : la science et le droit. Durant son précédent mandat, Donald Trump a méthodiquement désorganisé les institutions scientifiques, dénigré les chercheurs, nié le dérèglement climatique et tourné en dérision les alertes sanitaires. Face à la complexité du monde, il choisit une réponse simpliste : celle des brutes. Face à la connaissance, le soupçon et les vérités alternatives. Face au droit, la violence.

Et cette idéologie se répand telle une trainée de poudre, amplifier par les réseaux sociaux.

Un nouvel ordre se dessine. Marqué par le trumpisme et l'avènement des démocraties illibérales, la montée des populismes. Une idéologie basée sur le repli sur soi, le rejet de l'autre. Le piétinement de nos valeurs.

Une situation qui raisonne avec ce qu'écrivait Antonio Gramsci : « le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres ».

C'est maintenant que l'Europe doit réagir et retrouver sa boussole. Car je n'oublie pas que Donald Trump bénéficie ici en Union européenne d'un certain nombre de partisans politiques et inspire de nombreux mouvements d'extrême-droite.

L'heure de notre émancipation est venue. Une Europe qui doit s'affirmer comme une puissance politique à part entière. Qui doit redéfinir son projet. Une Europe de la souveraineté démocratique, sociale et écologique. Une Europe de la Paix, qui refuse le repli sur soi, le nationalisme. Qui trace un chemin de progrès, pour l'Europe et pour le monde.

Une Union européenne qui réaffirme ses valeurs telles qu'énoncées dans l'article 2 du traité : « respect de la dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, Etat de droit, respect des droits de l'Homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux Etats membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes ».

Nous croyons en cette Europe. Une Europe des peuples. Une Europe qui rayonne par ses valeurs.

Ce sont ces mêmes valeurs qui nous inspirent, que nous faisons vivre ici, en Meurthe-et-Moselle dans nos territoires. Parce que c'est là, au plus près des habitantes et des habitants, que se joue le sens même de nos choix politiques, de l'action publique.

Le Département, dans cette alliance locale que nous formons avec les communes et les intercommunalités, est un maillon central. Chef de file des solidarités humaines et territoriales, il est d'abord un fédérateur. Et nous entendons renforcer encore ce rôle. C'est tout le sens de notre volonté d'amplifier les coopérations avec les Centres Communaux et Intercommunaux d'Action Sociale pour agir ensemble face à des fractures de plus en plus évidentes, des fractures qui s'aggravent.

Car c'est précisément dans le contexte que je décrivais que notre responsabilité prend tout son sens ; celle de **proposer un autre chemin**. Derrière les discours simplificateurs qui remettent en question les fondements de la justice, de l'école, de la recherche, c'est le socle même de l'émancipation républicaine qui est attaqué. La science devient suspecte, le droit un obstacle, l'éducation une cible. **Face à cette menace, nos collectivités doivent être des remparts. Remparts de proximité, de cohésion, d'humanité.**

Plus que jamais ce contexte nous rappelle que l'émancipation est une exigence et doit être l'horizon de nos politiques publiques.

Émanciper, c'est reconnaître que l'on ne naît pas libre mais qu'on le devient. Que cette liberté s'acquière, se construit à travers l'accès au savoir, à la culture, à l'abri d'une protection sociale. Qu'elle exige des institutions fortes, des politiques publiques ambitieuses et un service public vivant.

Cette ambition, nous la portons ici, en Meurthe-et-Moselle, dans ce que nous soutenons, dans ce que nous protégeons, dans ce que nous impulsions. Et cela, malgré les contraintes.

Et dans cette période sombre, il est un autre risque, immense : **celui que la crise écologique soit reléguée, sacrifiée sur l'autel des urgences géopolitiques**. Ce serait là une erreur tragique. Car l'urgence climatique n'attend pas pour faire œuvre de destruction. Elle progresse déjà, partout, irréversible autant qu'inégalitaire.

Le cyclone qui a ravagé Mayotte. Les inondations qui ont submergé l'Ouest de la France. Les sécheresses à répétition, les pénuries d'eau, la biodiversité qui s'éteint dans un silence glaçant...telle est la réalité.

La bifurcation écologique n'est pas un supplément d'âme. Elle est une nécessité autant que la condition de la justice sociale, de la démocratie et, in fine, de la paix. La crise climatique frappe d'abord les plus vulnérables, les territoires les plus fragiles, les habitantes et habitants les plus précaires. Elle amplifie les inégalités, les déplacements de population, les tensions sociales...

Autrement dit, **la bataille pour le climat est aussi une bataille pour la cohésion sociale, pour l'égalité des territoires, pour l'émancipation des générations futures...**

Et c'est pourquoi, ici, dans notre département, nous devons poursuivre avec détermination cette bifurcation écologique dans l'ensemble de nos politiques publiques. Dans les mobilités, l'alimentation, la rénovation énergétique de notre patrimoine, à commencer par nos collèges, dans les pratiques agricoles, dans l'aménagement du territoire, dans l'appui aux territoires...

Nous le faisons et devons certainement le faire plus encore, **avec la conviction qu'écologie et justice sociale doivent être pensées ensemble**. C'est là toute la richesse de notre responsabilité départementale : pouvoir agir à l'endroit où les défis se croisent et où les solutions concrètes s'inventent.

Malgré les contraintes budgétaires. Malgré les injonctions contradictoires de l'État. Malgré une autonomie qui ressemble chaque jour un peu plus à un lointain souvenir.

Car les contraintes budgétaires ne sont pas accessoires. Elles sont injustes, massives. Depuis plusieurs années, les collectivités locales, et singulièrement les Départements, voient leurs marges de manœuvre s'éroder. Leur autonomie budgétaire s'effacer.

Entre 2022 et 2024, nous avons perdu près de quarante millions d'euros de recettes au titre des droits de mutation qui dépendent d'un marché immobilier en crise. A cela s'ajoute une addition de plus de dix millions d'euros imposée unilatéralement par l'Etat à travers une loi de finances qui fait payer aux collectivités un déficit dont elles ne sont aucunement responsables.

Ajoutons plus de cent millions d'euros par an de reste à charge au titre des allocations individuelles de solidarité. Et nous avons là un triptyque d'étranglement budgétaire : des dépenses imposées, des recettes amputées et des transferts de charges qui se poursuivent.

Alors, oui, la contrainte est étouffante, asphyxiante mais nous résistons. Parce que nous avons choisi de ne pas renoncer. Nous avons fait le choix de la résistance et de ne pas sacrifier une politique publique en répartissant les efforts de baisse des dépenses.

Et je tiens à remercier l'ensemble des élu·e·s, vice-président·e·s et conseiller·e·s délégué·e·s, ainsi que nos services, pour le travail engagé depuis de longs mois désormais, qui nous permet aujourd'hui de proposer au débat un budget qui préserve l'essentiel. Je veux également rappeler que c'est la gestion rigoureuse des années passées, une rigueur qui a pu nous être reprochée dans cet hémicycle, qui nous donne aujourd'hui la capacité à agir encore,

Notre Vice-Président Pascal Schneider y reviendra lors de nos débats mais je peux d'ores et déjà annoncer la préservation de nos principales politiques publiques de solidarité, voire un renforcement des moyens.

- Autonomie : près de 232 millions d'euros,
- Appui aux territoires 54 : plus de 4,5 millions d'euros,
- Enfance Famille : budget de près de 129 millions d'euros en augmentation avec une attention particulière pour l'accueil des enfants confiés qui représente plus de 105 millions,
- Investissements en collèges pour près de 10 millions d'euros,
- SDIS : 24 millions, un budget en augmentation préservant également l'enveloppe investissement.

Au-delà de l'effort consacré à la baisse d'un certain nombre de dépenses, effort intégrant également une démarche de recherche d'optimisation et de mutualisation, il a été nécessaire d'activer une reprise de réserves de près de 8 millions d'euros, nous permettant ainsi de boucler le budget prévisionnel 2025.

Nous avons donc fait des choix, avec clarté et conviction. Ces choix nous permettent ainsi d'assumer et de poursuivre l'expérimentation du **Revenu d'Emancipation Jeunes** porté par notre collègue Lionel Adam à propos duquel nous allons échanger ce matin.

Je remercie chaleureusement Michel Menard, Président du Département de Loire Atlantique, pour sa présence à nos côtés ce matin afin de partager son expérience fondée sur un constat partagé, celui de l'aggravation de la précarité qui touche de plein fouet la jeunesse et d'une conviction forte : la nécessité d'agir en réaffirmant notre confiance en la jeunesse.

Et l'émancipation commence par la capacité à se projeter. Or, aujourd'hui, une génération entière est traversée par l'angoisse de l'avenir et se vit condamnée à l'assignation sociale. Et nous ne pouvons pas raisonnablement nous y résoudre.

Ce n'est pas une dépense, c'est une responsabilité. C'est pourquoi **nous faisons le choix déterminé de la confiance et de l'action.**

D'autre part, **la question de la santé mentale des jeunes devient un sujet prégnant.** Face aux nombreuses alertes provenant de nos équipes de professionnelles, des infirmiers et infirmières scolaires, des médecins, des enseignants... je souhaite que nous renforçons notre engagement et notre action dans ce domaine.

Le dernier rapport du Conseil de l'enfance et de l'adolescence du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA) souligne la dégradation de la santé mentale des enfants et des adolescents, trop souvent mal prise en charge dans un contexte d'accès aux soins très difficile.

Un sentiment de solitude, une perte de repères, une anxiété dans ce monde incertain, une détresse psychique trop souvent invisible, des tentatives de suicide en forte augmentation.

Sur la base de ces constats, l'urgence est d'agir tous ensemble, d'inscrire la santé mentale dans une approche préventive globale, transversale. En portant une attention particulière aux enfants en situation de vulnérabilité. Je pense notamment aux enfants en situation de précarité, à ceux confiés à l'aide sociale à l'enfance ou aux enfants en situation de handicap.

Vous pouvez le constater, et ceci malgré un contexte budgétaire contraint, **nous poursuivons notre ambition de continuer à faire de la Meurthe-et-Moselle, un territoire d'innovation, d'expérimentation. Un territoire audacieux.**

Un département qui place l'émancipation et le lien humain au cœur de son action.

Le service public à la hauteur des attentes des citoyennes et des citoyens.

Face aux vents contraires, c'est un véritable combat. Pour nos valeurs.

C'est une offensive républicaine. Une réaffirmation de ce qui fait notre attachement à cette communauté qu'est la République : un projet de justice, de solidarité et de liberté.

Une offensive républicaine visant à empêcher les monstres de surgir à nouveau.

Je vous remercie.